



Cofinancé par  
l'Union européenne  
FEAMPA

**Marché de prestations de services pour la collecte  
d'échantillons biologiques, l'estimation de la taille, de l'âge,  
du sexe et le stade de maturité d'espèces de poissons de  
l'océan indien dans le cadre du projet POPSICLE**

**Cahier des Clauses Administratives  
Particulières (CCAP)**

**Commun à tous les lots**

## SOMMAIRE

1.	Définitions .....	3
2.	Dispositions générales du contrat .....	3
3.	Structure et forme du contrat .....	4
4.	Durée du contrat et délais d'exécution .....	6
5.	Emission des bons de commande.....	7
6.	Clause de réexamen.....	7
7.	Prix et conditions de paiement .....	8
8.	Réalisation des prestations.....	11
9.	Obligations du titulaire .....	15
10.	Pénalités .....	17
11.	Fin du contrat .....	18
12.	Redressement ou liquidation judiciaire .....	18
13.	Assurance .....	18
14.	Documents à fournir en cours d'exécution .....	19
15.	Modifications financières pour circonstances imprevisibles .....	20
16.	Force majeure .....	20
17.	Modifications relatives au titulaire du contrat .....	21
18.	Dérogations .....	22

## 1. Définitions

Terme	Définition
<b>Contrat</b>	: Le <b>contrat</b> est un accord-cadre passé selon une procédure d'appel d'offres ouverte. Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.  Le présent contrat est passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande, en application des articles R. 2162-13 et suivants du Code de la Commande Publique.
<b>Acheteur</b>	: L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté
<b>Titulaire</b>	: Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
<b>Prestation</b>	: La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. Dispositions générales du contrat

### ▪ Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent **des prestations de services pour la collecte d'échantillons biologiques, l'estimation de la taille de population reproductrice d'espèces de poissons de l'océan Indien en utilisant des méthodes génétiques par Close-Kin Mark Recapture (CKMR) et l'estimation de l'âge, le sexe et le stade de maturité de ces espèces à partir d'échantillons biologiques.**

**Cet accord-cadre est exécuté dans le cadre du projet FEAMPA.**

Les spécifications techniques attendues pour chaque lot sont décrites dans le CCTP joint à la présente consultation.

### ▪ Lieux d'exécution :

**Océan INDIEN  
Avec pour site d'études :  
La Réunion pour le lot 1**

**Les lieux pour les lots 2 et 3 sont non localisés**

**Pour le laboratoire  
CNRS LIRMM UMR 5506  
161 Rue Ada  
34095 Montpellier Cedex 5**

### ▪ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont constituées des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) daté et signé par le titulaire du marché et son annexe n°1 Bordereau des

- Prix Unitaires, propres à chaque lot ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG FCS étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent marché mais chaque titulaire peut le consulter sur le site Internet suivant : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- Les éventuels actes de sous-traitance ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du présent accord-cadre listées ci-dessus, la documentation de rang supérieur prévaut pour l'obligation en cause dans l'ordre dans lequel ces pièces sont énumérées.

**NB : Seul l'acte d'engagement sera signé par les deux parties, contractualisant ainsi son annexe et toutes les autres pièces contractuelles énumérées ci-dessus.**

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s)-tarif(s) du titulaire ou dans une documentation quelconque fournie par le candidat et contraire aux dispositions des autres pièces contractuelles, est réputée non écrite.

**Les conditions générales et particulières de vente sont concernées par cette disposition.** Elles ne constituent pas des documents contractuels.

▪ Réalisation des prestations similaires :

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122- 1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

### 3. Structure et forme du contrat

▪ Mode de passation :

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-5 du code de la commande publique.

▪ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un **contrat de services**.

▪ Décomposition en lots et en tranches :

Les prestations du présent accord-cadre ne font l'objet d'aucune décomposition en tranches.

Les prestations sont réparties en trois lots :

Lot(s)	Désignation
1	Collecte d'échantillons biologiques
2	Estimation de la taille de population reproductrice d'espèces de poissons de l'océan Indien en utilisant des méthodes génétiques par Close-Kin Mark Recapture (CKMR)
3	Estimation des paramètres biologiques (sexe, âge, stade de maturité) par des méthodes génétiques

Les spécifications techniques attendues sont décrites dans les CCTP propres à chaque lot et joints à la présente consultation.

▪ Forme du contrat :

La présente consultation donnera lieu à l'établissement d'un **accord-cadre mono-attributaire à bons de commande** en application des articles L.2125-1 et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2121-8 du Code de la commande publique et des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Ainsi, la présente procédure est divisée en 3 lots qui donneront lieu à la conclusion de 3 accords-cadres mono-attributaires à bon de commande.

Conformément à l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, chaque accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum fixé ci-dessous **pour la durée totale de l'exécution de l'accord-cadre** :

Lots	Montants minimums de commande (en euros HT)	Montants maximums de commande (en euros HT)
1	Sans	15 000 € HT
2	Sans	100 000 € HT
3	Sans	33 750 € HT

Le montant prévisionnel de prestations attendues sur l'ensemble de la durée de chaque lot dans le cadre de l'accord-cadre est le suivant :

- Lot 1 : 15 000 € HT
- Lot 2 : 100 000 € HT
- Lot 3 : 33 750 € HT

Ces montants n'ont qu'une valeur indicative qui ne saurait se substituer aux montants maximums indiqués ci-dessus. Cette information ne saurait engager le CNRS et lui être opposable si le montant estimatif des prestations défini par lot n'est pas atteint ou est dépassé dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

▪ Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) :

La consultation ne prévoit pas la présentation et le chiffrage de prestations supplémentaires éventuelles.

▪ Variantes :

Sans objet.

▪ Cotraitance:

Les opérateurs économiques peuvent se présenter, soit individuellement, soit sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques (co-traitance).

C'est au stade de la candidature que les opérateurs économiques indiquent s'ils souhaitent se présenter en groupement, sous quelle forme (groupement solidaire ou groupement conjoint) et désignent leur mandataire.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Sans préjudice des dispositions de l'article L.2141-13 du code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

## 4. Durée du contrat et délais de livraison

### ▪ Durée du contrat :

L'accord-cadre entre en vigueur à compter de sa notification. La date de notification est la date de réception de la copie de l'accord-cadre signé des deux parties au Titulaire (sur PLACE).

**Concernant le lot n°1**, le présent appel d'offres est conclu pour une durée **d'un (1) an** à compter de sa date de notification. Le marché est ensuite **reconduit tacitement** à chaque **date anniversaire** du contrat. Le nombre des reconductions est limité à **1** avec une durée d'un an par période reconduite. En conséquence, la durée de validité maximale du marché est fixée à **2 ans** à compter de la date de notification du marché.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins **2 mois** avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit de son titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité du marché en cours.

**Concernant les lots n°2 et 3**, le présent appel d'offres est conclu pour une durée **d'un (1) an** à compter de sa date de notification. Le marché est ensuite **reconduit tacitement** à chaque **date anniversaire** du contrat. Le nombre des reconductions est limité à **2** avec une durée d'un an par période reconduite. En conséquence, la durée de validité maximale du marché est fixée à **3 ans** à compter de la date de notification du marché.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins **2 mois** avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit de son titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité du marché en cours.

### ▪ Délais de livraison :

**Pour le lot n°1, le délai maximum de réalisation des prestations (livraison)** est de 6 mois à compter de la collecte des échantillons par le titulaire.

Si le titulaire s'est engagé à réaliser les prestations dans un délai inférieur à 6 mois dans le cadre de son offre, alors ce délai se substitue au délai maximum d'exécution et devient contractuel.

A ce titre, **le délai d'exécution** sur lequel s'engage le titulaire est fixé au sein de **l'article 5 de l'acte d'engagement (AE)**.

**Pour le lot n°2, le délai maximum de réalisation des prestations (livraison)** est de 6 mois après réception des données, par le titulaire.

Si le titulaire s'est engagé à réaliser les prestations dans un délai inférieur à 6 mois dans le cadre de son offre, alors ce délai se substitue au délai maximum d'exécution et devient contractuel.

A ce titre, **le délai d'exécution** sur lequel s'engage le titulaire est fixé au sein de **l'article 5 de l'acte d'engagement (AE)**.

**Pour le lot n°3, le délai maximum de réalisation des prestations (livraison)** est de 6 mois après réception des données, par le titulaire.

Si le titulaire s'est engagé à réaliser les prestations dans un délai inférieur à 6 mois dans le cadre de son offre, alors ce délai se substitue au délai maximum d'exécution et devient contractuel.

A ce titre, **le délai d'exécution** sur lequel s'engage le titulaire est fixé au sein de **l'article 5 de l'acte d'engagement (AE)**.

Ce délai commence à courir le lendemain de la notification du bon de commande signé par le pouvoir adjudicateur, par tout moyen électronique (télécopie, courriel avec accusé de lecture, ...) permettant de déterminer de façon certaine la date de réception par le titulaire du bon de commande.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Un sursis de livraison peut être accordé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 21.5 du CCAG-FCS.

## **5. Emission des bons de commande**

L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'émergence des besoins par l'émission de bons de commande.

Chaque bon de commande précise les prestations à exécuter, ainsi que leur délai d'exécution et de livraison, conformément aux stipulations de l'accord-cadre définies à l'article 4 ci-dessus.

Les bons de commande sont établis conformément aux prix unitaires annexés à l'acte d'engagement.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre conformément à l'article R.2162-5 du code de la commande publique.

Ils peuvent être adressés dès la notification du présent accord-cadre et jusqu'à son terme. Ils pourront continuer à produire leurs effets après l'expiration de l'accord-cadre pour une durée qui ne pourra dépasser **quatre (4) mois** à compter de l'émission du dernier bon de commande.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant par email, fax ou courrier postal. Seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant habilité pourront être honorés par le titulaire.

L'annulation d'une commande est notifiée dans les mêmes conditions.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

## **6. Clause de réexamen**

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'accord-cadre peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous

la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, des modifications peuvent être apportées dans le cas suivant :

- Si plus de 20 % des échantillons sont cassés ou inutilisables, le titulaire devra effectuer de nouveaux échantillons afin de les remplacer.

L'ensemble des modifications apporté à l'accord-cadre, en application du présent article, sera formalisé par voie d'avenant.

Important : Le titulaire ne peut substituer un produit à un autre, sans accord préalable de CNRS.

## 7. Prix et conditions de paiement

### 1. Prix du contrat des prestations

#### ▪ Nature des prix :

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées par des prix unitaires dont le libellé est donné dans le Bordereau des Prix Unitaires. Le titulaire proposera des tarifs de livraison fixe et franco de port.

#### ▪ Modalités de révision des prix :

Une révision du bordereau de prix peut être réalisée annuellement sur proposition du titulaire ou à la demande du CNRS si besoin. Les prix déterminés dans les conditions fixées ci-avant sont révisés à la hausse comme à la baisse annuellement, à la date anniversaire du présent accord-cadre, **par référence à l'évolution du tarif public du titulaire.**

Par « tarif public du titulaire », le CNRS comprend les tarifs appliqués aux structures de même ampleur.

La demande de révision du titulaire doit parvenir au CNRS au minimum **trois (3) mois** avant la date anniversaire de l'accord-cadre, par e-mail avec accusé de réception envoyé au représentant du pouvoir adjudicateur aux adresses suivantes : [dr13-exemarche@cnrs.fr](mailto:dr13-exemarche@cnrs.fr), en mettant en copie [achatdr13@dr13.cnrs.fr](mailto:achatdr13@dr13.cnrs.fr).

Les documents suivants devront parvenir au CNRS dans le cadre de la présente demande de révision :

- Le barème appliqué à l'ensemble de la clientèle du titulaire, daté et numéroté.
- L'ensemble des barèmes successifs pratiqués par le titulaire depuis la notification du marché.

Le CNRS dispose d'un délai de **deux (2) mois** à compter de la réception des nouveaux tarifs pour faire part au titulaire de son éventuel désaccord.

Si le CNRS ne manifeste pas d'opposition à la mise en application de ces nouveaux tarifs, leur application sera effective à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre pour chacun des lots.

Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas envoyé son prix révisé dans le délai contractuel ainsi défini, les tarifs applicables de l'année précédentes seront reconduits.

En cas d'absence de réponse de la part du CNRS, le titulaire doit considérer que ses nouveaux tarifs sont refusés.

#### ▪ Clause butoir et de sauvegarde :

Le CNRS se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre sans indemnité, après avoir respecté un préavis de 1 mois, en cas d'augmentation annuelle des prix supérieure à 5%.



▪ Contenu des prix :

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du Titulaire, ainsi que le conditionnement, l'emballage, le transport jusqu'au lieu de livraison, l'assurance.

Ils comprennent donc notamment :

- Les coûts des matières premières et des fournitures ;
- Les coûts induits par les tests et contrôles effectués ;
- Les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- Les frais qui se rattachent au conditionnement, au stockage et à l'emballage ;
- Les droits et taxes de douanes éventuels liés à l'exportation et à l'importation ;
- Les éventuels frais et primes d'assurances pour couvrir les risques liés à l'exécution du marché (lors de la fabrication, du stockage, etc.) ;
- Les frais d'envoi des documentations techniques ;
- Les frais de manutention, de transport et d'envoi qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations ;
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- Toutes autres dépenses nécessaires à la bonne exécution des prestations

▪ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## **2. Conditions de paiement des prestations**

▪ Remise de la demande de paiement :

Les modalités de règlement sont définies à l'article 11 du CCAG-FCS.

La remise d'une demande de paiement intervient après admission des prestations, plus précisément des rapports, après chaque prestation réalisée et validée sur prestation d'une facture.

▪ Avance :

Il est fait application de l'option B définie à l'article 11 du CCAG-FCS.

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

### **L'avance est applicable uniquement pour le lot 2.**

Une avance sera versée au titulaire dans ces conditions, sauf refus formel de sa part à l'acte d'engagement. Elle représente 5% du montant TTC du bon de commande.

Lorsque le titulaire de l'accord-cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13, le taux de l'avance est porté à 10% du montant TTC du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Son remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises de la tranche concernée.

L'avance sera versée dans un délai de 30 jours après la notification du marché.

▪ Garanties financières de l'avance :

Sans objet.

▪ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

**Les informations à faire figurer également dans l'entête de la demande de paiement sont :**

- CNRS (SIRET n°18008901303720)
- Le code service exécutant mentionné sur le bon de commande de l'entité CNRS facturée (UMR5506)
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (ex : 1854L00000)

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le **portail de facturation Chorus Pro** (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Lorsqu'une facture électronique est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Vous retrouverez un guide d'utilisation de Chorus Pro afin de déposer les factures au lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>.

**A votre disposition également une plaquette d'information Chorus Pro au lien suivant : <https://www.dgdr.cnrs.fr/dcif/Facturation-electronique/default.htm>.**

**Seront déduites le cas échéant les pénalités prévues dans le CCAP.**

- Délai de paiement :

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le Bénéficiaire ou à compter de la date d'admission définitive des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Une suspension du délai de paiement peut être prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du Titulaire, signifiée par le Bénéficiaire concerné par courrier recommandé avec avis de réception postal ou par télécopie.

En cas de dépassement du délai de paiement, le pouvoir adjudicateur s'engage à verser au Titulaire des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

- Autres conditions de règlement :

Les dispositions complémentaires s'appliquent pour le paiement des cotraitants et des sous-traitants :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## **8. RÉALISATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Le titulaire du marché est réputé, avant la signature du marché, avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

**Le titulaire du marché reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des pièces constitutives du marché et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations à réaliser.**

En cours d'exécution, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des prestations ou pour remettre en cause les conditions de délai ou de prix.

Le titulaire doit, dans l'exécution des prestations, respecter toute réglementation applicable à ces prestations, alors même que cette réglementation n'est pas visée dans les pièces contractuelles.

## **1. Conditions de réalisation des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification de ceux-ci.

### **▪ Emballage, transport :**

Concernant le lot n°1, les conditions d'emballages relèvent de la responsabilité de l'Ifremer. En effet, le flaconnage et les outils de prélèvement seront fournis par le CNRS ou ses partenaires. L'acheminement des échantillons au CNRS ou ses partenaires sera à la charge du prestataire. Dans le cadre de ces échantillonnages, le prestataire pourra avoir accès au laboratoire de l'Ifremer de La Réunion pour réaliser certains prélèvements si besoin.

Concernant l'ensemble des lots, les inscriptions sur les emballages livrés au titre du marché subséquent doivent être libellées en français, en application de la loi n°94-665 du 4 août 1994 et sa circulaire du 19 mars 1996, publiée au Journal Officiel du 20 mars 1996.

Les livraisons doivent être effectuées aux heures d'ouverture et au lieu indiqué dans le bon de commande.

Les emballages et les modalités de transport font l'objet d'une attention particulière en matière de respect de l'environnement.

En application de l'article 20.3 du CCAG-FCS, les prix étant établis franco de port et d'emballage pour une livraison sur site, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination des matériels incombent au titulaire.

### **▪ Conditions de livraison :**

Concernant le lot 1, les génotypes sont envoyés aux Etats-Unis et à Brest. Ces derniers ne relèveront pas de la responsabilité du Titulaire. En effet, les échantillons collectés seront stockés à l'Ifremer de La Réunion qui organisera l'acheminement vers le prestataire en charge du génotypage (SNPs, Dart-seq).

Concernant les lots 2 et 3, les livraisons sont effectuées en fonction des indications portées sur la commande.

Le titulaire prend contact avec le destinataire de la commande, tel qu'indiqué dans le bon de commande, afin de convenir avec lui d'une date et d'une heure précises de livraison. La livraison a lieu du lundi au vendredi entre 9h00 - 12h00, sauf autorisation expresse du destinataire de la commande.

### **Bon de livraison**

Par dérogation à l'article 21.2 du CCAG-FCS, les fournitures doivent être accompagnées d'un bon de livraison qui indique :

- la référence de l'accord-cadre;
- les caractéristiques essentielles des produits ;
- les quantités livrées ;
- l'identification du titulaire du marché ;
- la date et la ou les adresse(s) de livraison ;

- la désignation du ou des destinataire(s) de la commande ;
- le nom et la qualité du ou des signataire(s) / valideur(s) du bon de commande ;
- le numéro du bon de commande de l'établissement ;
- la désignation des produits, les quantités commandées ;
- la référence commerciale des produits ;
- le prix déterminé dans les conditions fixées par le présent document.

### **Etiquette d'identification des colis**

Chaque colis porte une étiquette comportant les éléments suivants *a minima* :

- l'identité du titulaire ;
- le destinataire de la commande ;
- le numéro de bon de commande établissement.

### **Bon de transport**

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de transport comportant les éléments suivants :

- Identité de la personne qui réceptionne la ou les marchandise(s) ;
- Horodatage ;
- Réserves émises.

Tous les frais et les risques relatifs au transport jusqu'au lieu de livraison dont les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement ainsi que les assurances, les éventuelles taxes de douanes et les coûts de transitaires sont à la charge exclusive et de la responsabilité du Titulaire du marché.

Au cas où un produit se révélerait défectueux ou inutilisable, le titulaire devra en assurer le remplacement sous 30 jours après mise en demeure écrite du CNRS.

#### ▪ **Exécution aux frais et risques du titulaire :**

En cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du marché, cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement, le CNRS peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le Marché.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'exécution aux frais et risques du titulaire par un tiers s'applique également en cas de résiliation au tort du titulaire sous réserve de sa mention expresse dans la décision de résiliation par le CNRS.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit néanmoins fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du Marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le CNRS.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du Marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

#### ▪ **Force majeure :**

Dans tous les cas de force majeure entraînant ou risquant d'entraîner une diminution, même momentanée, des prestations assurées par le titulaire, le pouvoir adjudicateur et le titulaire se concerteront pour adapter provisoirement le marché à cette situation.

Le titulaire devra aviser la personne responsable du marché de l'impossibilité de l'exécution totale ou partielle du marché, et de plus :

- l'informer par tout moyen des survenances du cas de force majeure, de la nature, du point de départ et de la durée estimée de l'événement, ainsi que de l'étendue du domaine affecté par cet événement ;
- confirmer dès que possible par écrit, l'avis ainsi donné ;
- prendre dans les meilleurs délais toute mesure appropriée en vue de remédier à cette situation et, en tout état de cause, d'en limiter les effets ;
- faire son possible pour respecter les obligations contractuelles.

Seront considérés comme cas de force majeure tout évènement remplissant les critères fixés par la jurisprudence de la Cour de cassation.

L'exécution des obligations reprendra son cours normal dès que la force majeure aura cessée.

Toutefois, il est expressément convenu entre les parties que la grève des transports et la grève limitée aux établissements du titulaire ne constitue pas un cas de force majeure.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché.

Les éventuelles indemnités afférentes suivront la jurisprudence sur la force majeure.

## **2. Constatation de l'exécution des prestations**

### ▪ Vérifications quantitatives et qualitatives :

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-FCS, les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples au moment de la mise en service, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, il s'agira de vérifier les éléments suivants :

- les rapports d'avancement des prélèvements d'échantillons,
- les mises à jour du fichier des prélèvements effectués,
- les retours sur analyse,
- le suivi des échantillonnages par le biais de protocole d'échantillonnage,
- la mise en œuvre des moyens définis dans l'accord-cadre, conformément aux prescriptions qui y sont fixées,
- la réalisation des prestations définies dans l'accord-cadre comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles,
- pour les lots 2 et 3, le suivi et le retour sur les rapports finaux des analyses bio-informatiques et des prélèvements effectués.

Le déroulement des opérations de vérification a lieu conformément à l'article 28 du CCAG-FCS.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

**NB : La livraison ne vaut pas acceptation du bon fonctionnement du matériel concerné.**

### ▪ L'admission des prestations :

A l'issue des opérations de vérification quantitative et qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Il est précisé que lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet total notamment dans les cas suivants :

- Les résultats sont clairement incohérents en termes d'analyse.

Le cas échéant, le titulaire s'engage à recommencer la prestation rejetée à ses frais dans les conditions définies expressément par l'acheteur au sein du CCP.

Le titulaire disposerait alors d'un délai de **4 semaines** pour réaliser à nouveau la prestation.

### **3. Modalités d'échanges en cours d'exécution**

Les échanges intervenants entre le CNRS et le titulaire en cours d'exécution du marché, ainsi que la transmission de documents tels que les ordres de service, les bons de commande ou encore les modifications (avenants notamment), pourront se faire par voie dématérialisée via le profil acheteur PLACE.

## **9. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

- Mesures de sécurité :

Le pouvoir adjudicateur communiquera au titulaire toutes les procédures d'accès aux locaux et aux installations nécessaires à la réalisation des prestations. Le personnel du titulaire ainsi que ses sous-traitants éventuels se conformeront également à respecter les obligations d'hygiène, de sécurité et de confidentialité applicables dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

- Protection des données à caractère personnel :

#### Obligations des parties :

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent accord-cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

#### Obligations du sous-traitant :

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables. »



▪ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causée au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causée au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

## 10. Pénalités

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

Le montant des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant de chaque bon de commande auxquelles elles s'appliquent.

Les pénalités peuvent être appliquées sans mise en demeure préalable, du seul fait de la constatation du non-respect des obligations prévues à l'accord-cadre.

### 1. Pénalités pour retard de livraison

Avant application de cette pénalité, un délai de 4 semaines peut être accordé, à condition que le titulaire avertisse le CNRS par écrit (e-mail ou courrier recommandé) d'un éventuel retard de livraison, à compter du 1<sup>er</sup> jour de retard de livraison après le délai de 3 mois maximum de livraison prévu à l'émission de chacun des bons de commandes.

La mauvaise exécution ou l'exécution partielle des prestations équivalent à une non-exécution des prestations.

La mauvaise exécution, l'exécution partielle ou le retard dans l'exécution des prestations n'impliquant pas la résiliation du marché aux torts du titulaire, peuvent donner lieu à l'application de pénalités pour retard.

**La pénalité est calculée selon la formule suivante :**

$$P = \frac{V \times R}{400}$$

dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de livraison prévue.

### 2. Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10.0 % du montant des bons de commande notifiés dans le cadre du présent accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 11. FIN DU CONTRAT

### ▪ Résiliation :

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5.0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés dans le cadre du présent marché, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire dans les conditions décrites à l'article 45 du C.C.A.G. – F.C.S. :

- soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard ;
- soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, notamment en cas de résiliation résultant de la situation irrégulière du titulaire quant aux formalités mentionnées aux articles L.8221-3 - L.8221.5 - D 8222-5 et D 8254-4 du code du travail.

La Personne responsable du marché pourra résilier le marché de plein droit, sans préavis et sans aucune indemnité :

- dans le cas où elle constaterait une tromperie sur les matériels mis en œuvre par le titulaire ;
- dans le cas de prestations non effectuées alors que facturées ou mentionnées sur les fiches d'intervention.

Le présent marché est signé entre le CNRS et le Titulaire. Toute modification des structures d'une des sociétés (changement de statuts du Titulaire, achat du Titulaire par une autre société) doit faire l'objet d'un accord du CNRS. Le défaut d'accord peut entraîner la résiliation sans indemnité.

## 12. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 13. ASSURANCE

Avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire devra justifier être assuré en responsabilité civile, d'exploitation et/ou professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour le CNRS des

dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, dommages causés par tout événement et qui serait notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Cette assurance est souscrite auprès d'une compagnie d'assurance notoire et doit être maintenue pendant toute la durée du présent accord-cadre, elle couvrira entre autres :

- toute faute du titulaire ;
- les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers ;
- les coûts de mise en œuvre de mesures palliatives rendues nécessaires suite à l'incapacité du titulaire pour assurer les prestations qu'il est tenu d'exécuter dans le cadre du présent accord-cadre les actes de malveillance, etc.

Sur demande du CNRS, une attestation de la police souscrite et des justificatifs de renouvellement de ladite police devront être fournis.

## **14. DOCUMENTS A FOURNIR EN COURS D'EXECUTION**

En cours d'exécution du marché, le Titulaire s'il est installé en France doit fournir tous les six mois au CNRS :

- une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF prouvant qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations et contributions sociales ;
- une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail comprenant les indications prévues à l'article D.8254-2 du Code du travail.

Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, il doit fournir tous les six mois au CNRS :

- Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;

- Lorsque son immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

En outre, le Titulaire doit présenter chaque année une nouvelle attestation d'assurance couvrant l'année en cours et l'adresser au CNRS par voie électronique à l'adresse qui lui sera communiquée après notification du marché.

## **15. MODIFICATIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES**

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser une réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur/ le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## **16. FORCE MAJEURE**

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché.

Les éventuelles indemnités afférentes suivront la jurisprudence sur la force majeure.

Dans tous les cas de force majeure entraînant ou risquant d'entraîner une diminution, même momentanée, des prestations assurées par le titulaire, la Personne responsable du marché et le titulaire se concerteront pour adapter provisoirement le marché à cette situation.

Le titulaire devra aviser la personne responsable du marché de l'impossibilité de l'exécution totale ou partielle du marché, et de plus :

- l'informer par tout moyen des survenances du cas de force majeure, de la nature, du point de départ et de la durée estimée de l'évènement, ainsi que de l'étendue du domaine affecté par cet événement;
- confirmer dès que possible par écrit, l'avis ainsi donné ;

- prendre dans les meilleurs délais toute mesure appropriée en vue de remédier à cette situation et, en tout état de cause, d'en limiter les effets ;
- faire son possible pour respecter les obligations contractuelles.

Seront considérés comme cas de force majeure tout évènement remplissant les critères fixés par la jurisprudence de la Cour de cassation.

L'exécution des obligations reprendra son cours normal dès que la force majeure aura cessée.

Toutefois, il est expressément convenu entre les parties que la grève des transports et la grève limitée aux établissements du titulaire ne constitue pas un cas de force majeure.

## 17. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU CONTRAT

### ▪ Généralités :

Toute modification affectant le titulaire de l'accord-cadre est portée impérativement à la connaissance du CNRS à l'adresse mail suivante : [achatsdr13@dr13.cnrs.fr](mailto:achatsdr13@dr13.cnrs.fr)

Le Titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

### ▪ Modifications mineures :

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- modification de l'adresse des coordonnées de l'interlocuteur commercial que le Titulaire a transmis au CNRS ;
- modification des coordonnées bancaires ;

Ces modifications doivent être communiquées au CNRS dans les plus brefs délais, afin d'être intégrées, le cas échéant, dans les outils de gestion. Ces modifications peuvent entraîner la renumérotation de l'accord-cadre par le CNRS et la transmission de ce nouveau numéro au titulaire du présent accord-cadre.

### ▪ Modifications majeures :

Le titulaire doit informer le CNRS à l'adresse mail mentionnée ci-dessus de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre, cette cession fait l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

Sont également considérées comme majeures toute autres modifications affectant la possibilité du titulaire, d'exécuter l'accord-cadre.

## 18. DEROGATIONS

### Liste des dérogations au CCAG-FCS :

- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services,
- L'article 8.2 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG - Fournitures Courantes et Services,
- L'article 13 du CCAP déroge aux articles 14 du CCAG - Fournitures Courantes et Services,
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.